

DEMANDE DE PROPOSITION (LRFPS-2024- 9194681)

OBJET : TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'UNT DE KOUKOU-EST DU TCHAD - UNICEF TCHAD.

Date de Publication : 02 decembre 2024

Date de clôture : 23 decembre 2024 à 11h00 (Heure de N'Djamena)

1. INFORMATIONS IMPORTANTES – ESSENTIELLES

Les offres doivent être déposées à la réception du bureau UNICEF de N'DJAMENA à l'adresse ci-dessous

Fonds des Nations Unies pour l'enfance | Tchad

Quartier Klemat, Cuvette Saint Martin.

Avenue Général Youssouf Boye,

Près du rond-point Shangai.

B.P.1146, N'Djamena-Tchad

Téléphone : + 235 22 51 89 89 / 22 51 74 65

Ou par mail à l'adresse : CHD_Tenders_SupplyUnit@unicef.org

IMPORTANT : Les offres seront invalidées si elles sont reçues après la date et l'heure stipulées.

Le dossier de Soumission comprend :

Une Offre Technique en trois exemplaires (01 original et 02 copies)

Une Offre Financière en trois exemplaires (01 original et 02 copies)

CETTE REQUETE D'OFFRES A ETE :

PREPAREE PAR :

REVUE PAR :

APPROUVEE PAR :

Supply Associate
Signature

Contracts Specialist
Signature

Supply & Logs Manager
Signature :

1. INSTRUCTION A L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

CONTEXTE GENERAL

L'UNICEF s'emploie, dans toutes ses actions, à promouvoir les droits et le bien-être de chaque enfant. Avec ses partenaires, il œuvre dans 190 pays et territoires pour traduire cet engagement en interventions concrètes au bénéfice de tous les enfants du monde, notamment les plus vulnérables et les exclus.

L'objet de la présente Demande de propositions pour la fourniture de services est de solliciter une offre pour **LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'UNT DE KOUKOU-EST DU TCHAD - UNICEF TCHAD**.

La présente Demande de propositions comporte les éléments suivants :

1. Le présent document
2. Les Conditions générales des contrats (services) de l'UNICEF, qui figurent à **l'Annexe A** (en pièce jointe)
3. Les termes de référence et ses annexes à **l'Annexe B (critères d'évaluation technique, Plans et Croquis)**
4. Le cadre de devis à **l'annexe C** (en pièce jointe)
5. Le modèle de lettre de soumission de l'offre financière à **l'annexe D**
6. Formulaire de déclaration du soumissionnaire à **l'annexe E**
7. Attestation de visite à **l'annexe F**
8. Code de conduite Unicef à **l'annexe G**

La présente Demande de propositions constitue une invitation à soumissionner et ne peut être considérée comme constituant une offre susceptible d'être acceptée ou comme créant un quelconque droit contractuel, légal ou à réparation. Aucun contrat contraignant et, notamment, aucun contrat de procédure ou autre accord ou arrangement n'existe entre le Soumissionnaire et l'UNICEF et la responsabilité de l'UNICEF n'est pas engagée sur le fondement et au titre de la présente Demande de propositions tant qu'un contrat n'a pas été signé par l'UNICEF et l'Attributaire.

2. PARTICIPATION

La présente demande d'offres est adressée à toute entreprise qui ont des compétences techniques pour des travaux similaires.

3. RETRAIT DES DOSSIERS

Le dossier est envoyé à toute entreprise désireuse d'y participer.

4. OFFRE FINANCIERE

Les cadres de devis et les bordereaux des prix unitaires sont fournis en **annexe des TdRs**. Le soumissionnaire présentera son offre financière conformément aux cadres de devis.

5. CORRECTION

Les ratures ou autres modifications apportées aux offres doivent être expliquées ou signalées au-dessus de la signature du soumissionnaire.

6. PRESENTATION ET DEPOT DES OFFRES

6.1 Présentation de l'offre :

Les offres financières, rédigées en langue française seront dans une enveloppe en pli fermé portant clairement la mention suivante :

**LRFPS-2024- 9194681- TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'UNT A L'HOPITAL DE KOUKOU-EST DU TCHAD -
UNICEF**

A L'ATTENTION DU REPRESENTANT DE L'UNICEF

(Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)

BP 1146 N'Djaména - Tchad

Avec la mention : "A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement".

**AUCUNE AUTRE MENTION (LOGO, CACHET ET DENOMINATION DU SOUMISSIONNAIRE etc...) QUE CELLE
INDIQUEE CI-DESSUS NE DEVRA ETRE SUR LA 3EME ENVELOPPE**

***En cas de non-respect de ces instructions, le Bureau UNICEF au Tchad ne pourra en aucun cas être tenu
responsable si l'offre est égarée ou si elle est ouverte prématurément et elle serait d'office éliminée.***

6.2. Dépôt des offres :

Le dépôt des offres se fera physiquement : Les soumissions, sous enveloppe **anonyme (sans logo ni cachet
de l'entreprise)** doivent être déposées **au plus tard à la date limite de dépôt des soumissions (Cf page 1)**
dans l'urne de réception des offres disponible au bureau UNICEF de N'Djaména:

6.3. Le Soumissionnaire qui ne satisfait pas à toutes les conditions et instructions figurant dans la demande
de propositions ou qui ne fournit pas tous les renseignements demandés le fait à ses propres risques et
peut voir sa Proposition rejetée.

6.4. La Proposition doit être présentée en respectant le format de la présente demande de proposition pour
la fourniture de services.

6.5. Chaque Soumissionnaire doit se conformer aux demandes ou conditions énoncées par l'UNICEF, indiquer
qu'il les comprend et confirmer qu'il les accepte. Il doit préciser toute hypothèse de fond posée lors de
la préparation de sa Proposition. Différer une réponse à une question ou à un problème à une étape
quelconque de la négociation d'un contrat n'est pas acceptable. Tout élément qui n'est pas expressément
abordé dans la Proposition est considéré comme accepté par le Soumissionnaire. Les réponses
incomplètes ou inadéquates, l'absence de réponse ou les fausses déclarations dans les réponses aux
questions ont une incidence sur l'évaluation de la Proposition.

6.6. Toutes les références aux documents descriptifs doivent figurer dans le paragraphe concerné de la
proposition, bien que les éléments d'information/documents puissent être joints à la proposition sous la
forme d'annexes. Le Soumissionnaire doit aussi présenter dans la proposition des renseignements
suffisants pour couvrir tous les aspects des critères d'évaluation exposés dans le présent document et
permettre une analyse équitable de tous les Soumissionnaires et de leurs propositions. Il appartient à
l'UNICEF de déterminer, à sa seule discrétion, si les renseignements fournis sont suffisants.

6.7. Le Formulaire de déclaration du soumissionnaire (***annexe D***) dûment rempli et signé doit être joint à la
Proposition. Il doit être signé par un représentant dûment autorisé de l'Organisation/de la Société.

6.8. Les Propositions doivent porter clairement le numéro de la Demande de propositions pour la fourniture
de services.

6.9. Si des feuilles de réponse sont fournies par l'UNICEF, elles doivent être dûment remplies par le
Soumissionnaire.

6.10. **Proposition technique.**

6.11. **Proposition financière.** La Proposition financière doit être établie en respectant les conditions
énoncées dans les **Termes de référence/le Cahier des charges (ANNEXE B) et les cadres de devis de la
présente Demande de propositions pour la fourniture de services.**

6.12. Chaque Soumissionnaire reconnaît que sa participation à tout stade de la présente procédure de
demande de propositions se fait à ses propres risques et coûts. Les frais supportés par le Soumissionnaire

au titre de la préparation de sa Proposition ou de la réponse à la présente Demande de propositions, de la présentation d'échantillons, de la participation à toute réunion préparatoire, d'une inspection des lieux, de réunions ou de présentations orales sont à sa charge, et non à celle de l'UNICEF, quel que soit le déroulement ou le résultat de la procédure.

- 6.13. La Proposition devra comprendre toutes les annexes et tous les documents permettant de prouver son contenu.
- 6.14. Les soumissionnaires doivent remettre des prix en Francs CFA (XAF). En tant qu'Agence du Système des Nations Unies et en vertu des accords signés avec le Gouvernement du Tchad, l'UNICEF est exonéré des droits et taxes en douane et de la TVA. Par conséquent les offres des soumissionnaires doivent être hors taxes et hors TVA.

7. VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires devront présenter une offre avec un délai de validité de 90 jours calendaires.

8. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des offres aura lieu dans les locaux de l'UNICEF. L'ouverture des offres ne sera pas publique compte tenu de la nature de cet appel d'offres.

9. ADJUDICATION

Négociation. L'UNICEF se réserve le droit de négocier avec le (les) Soumissionnaire(s) le (les) mieux classé(s), c'est-à-dire ceux dont la (les) Proposition(s) présente(nt) le meilleur rapport qualité-prix.

Avis d'adjudication. L'UNICEF n'informe que le(s) Soumissionnaire(s) à qui le(s) contrat(s) (services) a (ont) été attribué(s) à l'issue de cette procédure de demande de propositions ; il peut, même s'il n'est pas tenu de le faire, informer les autres Soumissionnaires du résultat de la procédure.

10. ATTRIBUTION DU MARCHE

L'UNICEF attribue (sous réserve de toute négociation et de ses divers autres droits précisés dans la présente Demande de propositions) le contrat au soumissionnaire présentant la Proposition la mieux disante jugée conforme.

11. METHODE D'EVALUATION AVEC NOTATION PONDEREE

Pour les critères d'évaluation, la fourchette de pondération entre les notes techniques et les notes commerciales (proposition financière) est de 70/30

EVALUATION TECHNIQUE DES OFFRES.

L'offre technique comprendra tous les documents pouvant permettre d'évaluer techniquement l'offre selon la grille d'évaluation des TdRs. En plus, l'offre technique comprendra les documents Administratifs à jour de l'entreprise comme stipulé dans le TDR.

EVALUATION FINANCIERE DES OFFRES.

Le nombre total des points attribués à la proposition financière est de 30. Le nombre maximum de points est attribuée à la proposition la moins disante qui est ouverte. Celle-ci est ensuite comparée aux propositions des entreprises participantes qui obtiennent le nombre minimum de points requis dans l'évaluation de la proposition technique. Toutes ses autres propositions financières sont notées dans un ordre inversement proportionnel à la proposition la moins disante ; par exemple :

Note pour la proposition financière $X = (\text{nombre maximal de 30 points} * \text{Prix de la proposition la moins disante}) / \text{Prix de la proposition } X$

Total de points pouvant être obtenus aux niveaux technique et financier : 100

Le(s) Soumissionnaire(s) obtenant la note totale la plus élevée après addition des notes technique et financière se voit (sous réserve de toute négociation et des divers droits de l'UNICEF précisés dans la Demande de propositions attribuer le (les) contrat(s).

Les soumissionnaires dont les offres auront été retenues, seront informés dès que possible. Néanmoins, l'UNICEF se réserve le droit de rejeter toute offre émanant d'un soumissionnaire qui, antérieurement n'aurait pas exécuté correctement ou dans les délais prescrits, un marché de nature analogue ou d'un soumissionnaire qui, de l'avis de l'UNICEF, n'est pas apte à réaliser ces prestations.

12. ERREUR DANS LES OFFRES

Les soumissionnaires ou leurs représentants autorisés, doivent examiner de façon approfondie le détail des éléments composants leur offre. S'ils ne procèdent pas à cet examen, (spécifications techniques, délais, modalités de livraison et de paiement, etc....), les soumissionnaires supporteront les risques de leurs carences et ne pourront pas dégager leurs responsabilités en invoquant une erreur dans l'offre.

13. INFORMATION CONFIDENTIELLE

Toute information que le Soumissionnaire considère comme étant sa propriété doit être clairement marquée en écrivant le mot "Propriétaire" dans la marge à gauche à côté de la partie concernée du texte. L'équipe d'évaluation de l'UNICEF traitera cette information en conséquence.

14. PENALITE DE RETARD

En cas de dépassement du délai global contractuel, des pénalités seront décomptées sur la base de **1/1000^{ème}** du montant du marché par jour calendaire de retard, le résultat obtenu étant arrondi aux francs supérieurs.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du retard. Son montant sera déduit des sommes dues à l'entrepreneur dès établissement du premier décompte provisoire suivant le constat de retard.

Le montant des pénalités est plafonné à **10%** du montant du marché. L'UNICEF peut résilier de plein droit et aux torts de l'entrepreneur le marché dès que ce seuil est atteint et cela sans autre avertissement et nonobstant tout recours judiciaire.

ANNEXE B : TERMES DE REFERENCE

TRAVAUX DE REHABILITATION DU CENTRE DE SANTE DE KOUKOU	
Titre du Marché	Travaux de réhabilitation du centre de santé de KOUKOU
But	Réhabilitation du bloc bâtiment de l'UNT et construction d'un nouveau bâtiment qui servira de bureaux dans l'hôpital du district de Koukou
Lieu	District Sanitaire de KOUKOU
Durée du contrat	Trois (3) mois maximum.
Debut de contrat	A compter de la date de signature de contrat.
Superviseur	Consultant Ingénieur UNICEF Abéché / Unité Construction UNICEF Tchad

1. Contexte et justification du service demandé

Dans le cadre de son programme d'appui au Ministère de la Santé Publique et de la solidarité, l'Unicef à travers ses différentes activités notamment la dotation en médicaments, matériels et consommables médicaux, les supervisions formatives ainsi que la prise en charge de la malnutrition, contribue efficacement à la réduction de la mortalité maternelle et infantile en renforçant la résilience des communautés et en augmentant l'utilisation de services de santé équitables et de qualité. L'hôpital de district de Koukou fait partie des bénéficiaires de ce programme.

En vue d'assurer la bonne mise en œuvre de ses initiatives dans ce district sanitaire, l'Unicef a l'intention de réhabiliter L'UNT dans l'hôpital du district de Koukou. Pour ce faire, l'Unicef engagera une entreprise de construction pour réaliser ces travaux. Tous ces travaux seront faits dans les normes techniques et selon les règles de l'art afin de donner une vie structurelle, esthétique ainsi qu'un cadre de vie de travail sain.

2. Objectif

De manière générale l'objectif de la mission est de réhabiliter le bâtiment de l'UNT à l'hôpital du district de Koukou et la construction d'un nouveau bâtiment servant de bureaux.

3. Allotissement du projet

L'exécution des travaux est organisée en un lot unique :

Lot 1 : Travaux de réhabilitation du centre de santé de Koukou dans la province du Sila

Province	Departement	Lot	Localité
Sila	Kimiti	1	Koukou

4. Consistance des taches demandées et stratégie d'approche

Les différents travaux à réaliser comprendront entre autres :

- a- Les travaux réhabilitation du bâtiment de l'UNT
 - Gros Œuvre (traitement de fissures, de soubassement, exécution de dallage terrasse...)
 - Charpente couverture faux-plafond.
 - Menuiserie métallique
 - Revêtement carrelage,
 - Plomberie sanitaire,
 - Electricité,
 - Peinture.
- b- Les travaux de construction d'un bâtiment de deux pièces:

- Gros œuvre (fondation, dallage, élévation etc.)
- Charpente métallique, couverture et faux plafonds,
- Menuiserie métallique,
- Revêtement carrelage,
- Electricité,
- Enduit et Peinture.

5. Méthodologie / Approche / Tâches à mener par le prestataire de service

Sur la base de la liste des travaux ci-haut, l'entreprise organisera sa mission en recherchant les informations complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux. Il devra entre autres procéder à la confirmation du site par l'évaluation de la compatibilité avec le contexte et le budget prévu à son devis.

La mission du prestataire sera organisée de manière à respecter la mise en œuvre des principales tâches énumérées au point d.

Les travaux seront exécutés par une Entreprise de BTP régulièrement installées au Tchad, sous la supervision et le contrôle des ingénieurs de l'unité de construction de l'Unicef.

6. Résultats / Produits attendus

Les travaux sont exécutés selon les plans, conformément aux Clauses techniques des travaux et en suivant les règles de l'art tout en respectant le délai d'exécution convenu. Les résultats de cette mission sont :

- Le bâtiment de l'UNT est réhabilité selon les normes avec une finition totale et esthétique appréciable,
- Le nouveau bâtiment est construit, rendu fonctionnel et avec les qualités résistances et esthétiques appréciables.

7. Délai d'exécution / Chronogramme indicatif des activités / Organisation du travail

Les travaux devront être réalisés dans un **délai maximum de trois (03) mois** à compter de la date de signature du contrat, un ordre de service de démarrage des travaux sera aussi donné à l'entreprise.

8. Gestion et supervision des travaux

La gestion et l'assurance qualité des travaux sont assurées par les Ingénieurs de l'Unité Construction de l'UNICEF.

9. Dispositions particulières liées au service demandé ou au prestataire de service

Le respect des normes et des délais contractuels ainsi que des valeurs des Nations Unies en général et en particulier de l'UNICEF est impératif pour tous les soumissionnaires.

L'UNICEF exige des titulaires de marchés, dans leur fonctionnement et sur les chantiers, des mesures strictes de mitigation des impacts environnementaux, sociaux, sanitaires et sécuritaires.

Les éventuelles consignes de sécurités qui seront données par l'UNICEF ou par les Nations Unies seront scrupuleusement respectées par le titulaire du marché.

10. Documents de soumission

Les offres doivent être soumises en langue française. Les soumissionnaires doivent fournir toutes les informations demandées dans le présent appel d'offre et répondre de façon claire et concise à toutes les

questions posées. Toute proposition qui ne répondra pas complètement et dans tous les détails et aux questions posées à cet appel à proposition pourrait être rejetée.

L'UNICEF se réserve le droit, après la soumission et l'évaluation des offres de conserver les offres non retenues.

NB : les propositions techniques et financières devront être placées dans deux enveloppes séparées portant mentions respectives : « **offre technique** » et « **offre financière** ». Ces enveloppes seront placées à l'intérieure d'une enveloppe principale. Les offres non conformes au format indiqué ci-dessus sont susceptibles de ne pas être prises en considération.

NB : **En plus du dépôt physique, le soumissionnaire déposera une Clé USB contenant les fichiers Excel du DQE et du BPU.**

Pour l'établissement de ce contrat, l'UNICEF a établi des critères d'évaluation qui régissent la sélection des offres reçues. L'évaluation technique de l'entreprise constitue le premier critère. Si l'évaluation technique est concluante, une évaluation financière sera menée.

11. Critères de sélection

Les critères suivants seront utilisés pour évaluer les entreprises de construction candidates :

- Expérience et références : expérience dans des projets similaires, références clients, réalisations passées.
- Compétences techniques : expertise dans les domaines de la construction concernée par le projet.
- Capacité de gestion de projet : compétences en gestion de projet, coordination des équipes, respect des délais.
- Procédures de sécurité et de qualité : mesures et politiques mises en place pour assurer la sécurité sur le chantier et le respect des normes de qualité.
- Capacité financière : capacité à mener à bien le projet dans le respect du budget préétabli.

12. Proposition technique (offre technique)

Les offres techniques seront notées sur 70 selon le barème suivant :

Critères d'évaluation des propositions techniques :

L'évaluation des candidatures soumises sera faite sur la base de vos offres techniques et financière par l'équipe de l'UNICEF au TCHAD qui pourra faire appel à des personnes de ressources. La proposition technique doit être présentée de manière claire et concise et structurée. Elles seront évaluées sur des critères se rapportant au terme de référence et les éléments de réponse par rapport aux critères suivants :

Les offres seront évaluées sur les critères se rapportant aux termes de référence et les éléments de réponses par rapport aux critères suivants :

L'Offre Technique du Soumissionnaire doit inclure les documents ci-dessous et respecter l'ordre suivant.

Liste des documents :


- a) Copie légalisée de l'Autorisation administrative d'exercice industriel ou artisanal ;
- b) Copie de la patente de l'année en cours légalisée ;
- c) Copie légalisée du quitus fiscal de l'année en cours ;
- d) Copie de la déclaration du registre de commerce légalisée ;

- e) Copie de l'attestation de mise à jour de la CNPS en cours de validité légalisée ;
- f) L'attestation bancaire datée de moins de trois (3) mois ;
- g) ANNEXE A : Formulaire d'enregistrement des fournisseurs ;
- h) ANNEXE C : Conditions générales de contrat de fourniture de bien et service ;
- i) Expérience de l'entreprise dans les Travaux BTP justifiée par des Attestations de Bonne Fin ou PV de Réception des Travaux.
- j) Liste du personnel d'encadrement (personnels techniques, expérience professionnelle et résultats antérieurs des cinq dernières années) avec curriculum-vitae daté et signé et copies de diplômes ou d'attestations de formation.
- k) Liste et pièces justificatives du matériel de chantier à utiliser pour les travaux.
- l) Attestation de Visite de Site
- m) Plan de gestion d'assurance qualité + hygiène et sécurité
- n) Description de la mise en œuvre des travaux
- o) Planning d'Approvisionnement des matériaux et matériels
- p) Planning d'exécution des activités

L'absence ou la non-validité de l'une au moins des pièces ci-dessous citées est éliminatoire :

- a. Copie de la patente de l'année en cours légalisée ;
- b. Copie légalisée du quitus fiscal de l'année en cours ;
- c. Copie de l'attestation de mise à jour de la CNPS en cours de validité légalisée ;
- d. Copie de l'attestation de non-faillite et non liquidation judiciaire datant d'au moins de 3 mois légalisée.
- e. Attestation de Visite de Site

 **Les photocopies des documents devront obligatoirement être lisibles et certifiées.**

 **L'ajout de tout autre document est facultatif et au choix du soumissionnaire ne fera pas objet de notation.**

13. Proposition financière.

L'offre financière doit être déposée dans une enveloppe séparée. Elle doit être exprimée en franc F CFA. L'offre financière doit couvrir tous les services à fournir dans le cadre de cette proposition. Les soumissions offertes suivant un formant différent fourni en annexe B pourrait ne pas être acceptées.

L'Unicef étant exonéré de tout impôt, taxes et droit de douane, les prix proposés dans votre offre financière doivent être hors TVA. **Votre offre doit être valable pour une durée de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres indiquées ci-haut.** Le prix de l'offre indiqué dans l'offre du prestataire sélectionné sera valable pour toute la durée du contrat.

L'offre financière comprend les documents dans l'ordre suivant :

- a- La lettre de Soumission comprenant le cout de la soumission en Hors taxe signé et cacheté
- b- Le Devis Quantitatif et Estimatif (DQE) signé et cacheté
- c- Le Bordereau des Prix Unitaire (BPU) signé et cacheté

NB : Ligne de crédit ou capacité financière de 70% du montant de l'offre financière (*Note : La ligne de crédit sera demandée ultérieurement aux entreprises qui auront franchi les étapes de l'analyse technique et financière. A cet effet, les soumissionnaires ne sont pas tenus de la mettre dans le dossier de soumission*)

14. Evaluation technique et financière

L'évaluation est menée sur une base technique et financière. La méthodologie utilisée est dite analyse cumulative et elle consiste à pondérer les points obtenus à l'analyse des propositions techniques par les points obtenus à l'analyse des propositions financières afin d'identifier la proposition la mieux disante. La

proposition la mieux disante est celle qui obtient le plus de points à l'addition des points obtenus aux évaluations techniques et financières.

15. Barème et Analyse des Offres

L'évaluation technique et financière des offres sera faite conformément au barème suivant :

- Proposition technique 70 points
- Proposition financière 30 points

Evaluation de l'offre financière : Seules les offres financières des soumissionnaires qualifiés au niveau de l'évaluation technique seront analysées.

Les Soumissions jugées conformes pour l'essentiel feront l'objet de vérifications par l'UNICEF afin de détecter les erreurs de calcul. Les erreurs seront corrigées par l'UNICEF comme suit :

En cas de divergence entre le montant en chiffres et le montant en toutes lettres, le montant en toutes lettres fera foi ;

En cas de divergence entre le prix unitaire et le total partiel résultant de la multiplication du prix unitaire par la quantité, le prix unitaire fera foi. A moins que, de l'avis de l'UNICEF, il n'y ait une erreur évidente de placement de la virgule décimale dans le prix unitaire, auquel cas, le total partiel fera foi et le prix unitaire sera corrigé.

Le montant figurant dans la Soumission sera ajusté par l'UNICEF conformément à la procédure afin de corriger les erreurs. Le montant corrigé devra être accepté par le soumissionnaire. S'il n'accepte pas le montant corrigé, sa Soumission sera rejetée.

Offres anormalement basses

Il est défini un seuil d'offre anormalement basse. Le seuil se détermine comme suit :

- Soit **A** le cout de l'évaluation administrative (confidentiel)
- Soit **M** la moyenne arithmétique des offres financières des soumissionnaires
- Soit **P** la valeur combinée pondérée de A et de M : $P = 0,4 \times A + 0,6 \times M$
- Soit **S** le seuil des offres anormalement basses : $S = 0,8 \times P$

Une proposition financière (Of) est dite anormalement basse si elle est inférieure ou égale à S (Of inférieure ou égale au seuil S)

$$\text{Score de la proposition } X = \frac{\text{Score Max. Offre financière} \times \text{Prix de l'offre la plus basse}}{\text{Prix de l'offre de } X}$$

Pour obtenir la note globale, la note technique sera pondérée de 70%, et la note financière de 30%. La sélection portera sur l'entreprise la mieux classée pour chaque lot.

16. Visite de Site :

La visite du site est obligatoire pour tous les soumissionnaires et sera sanctionnée par une attestation de visite. Tous les soumissionnaires prendront les dispositions pour effectuer la visite à leur propre frais.

17. Qualification et expertise professionnelle requise

Entreprises de travaux de construction :

Avoir au moins 5 ans d'expériences similaires et 2 expériences dans les travaux de construction/réhabilitation dans les structures sanitaires en matériaux durables (béton armé) au cours des 3 dernières années. Les soumissionnaires doivent être spécialisés dans les prestations telles que décrites dans l'objet de ce dossier. Les soumissionnaires doivent être légalement établis, disposés de toutes les autorisations et attestations nécessaires, éligibles et qualifiés, et avoir la capacité requise pour exécuter le contrat dans les conditions

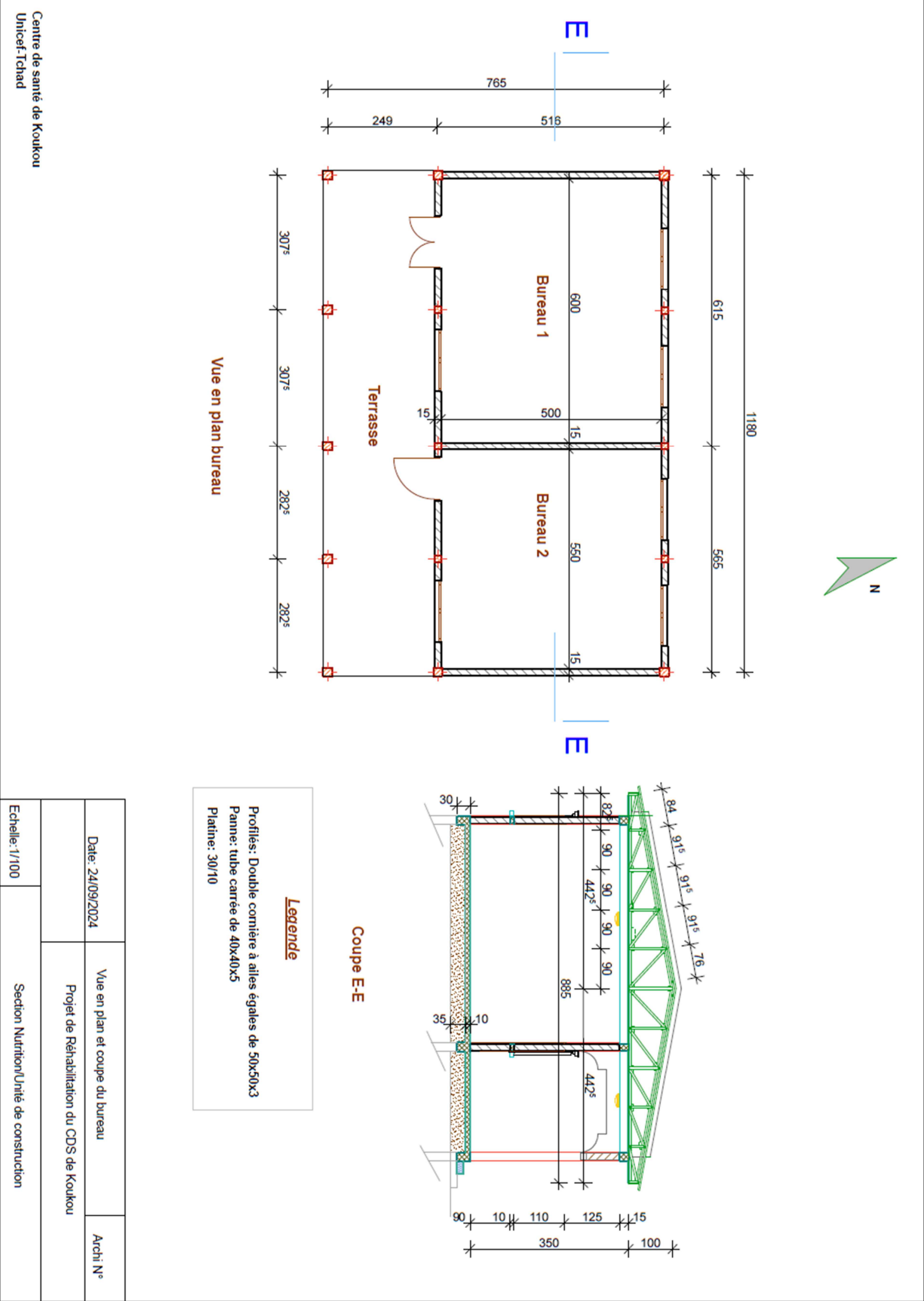
ANNEXE 1 : CRITERE DE SELECTION TECHNIQUE

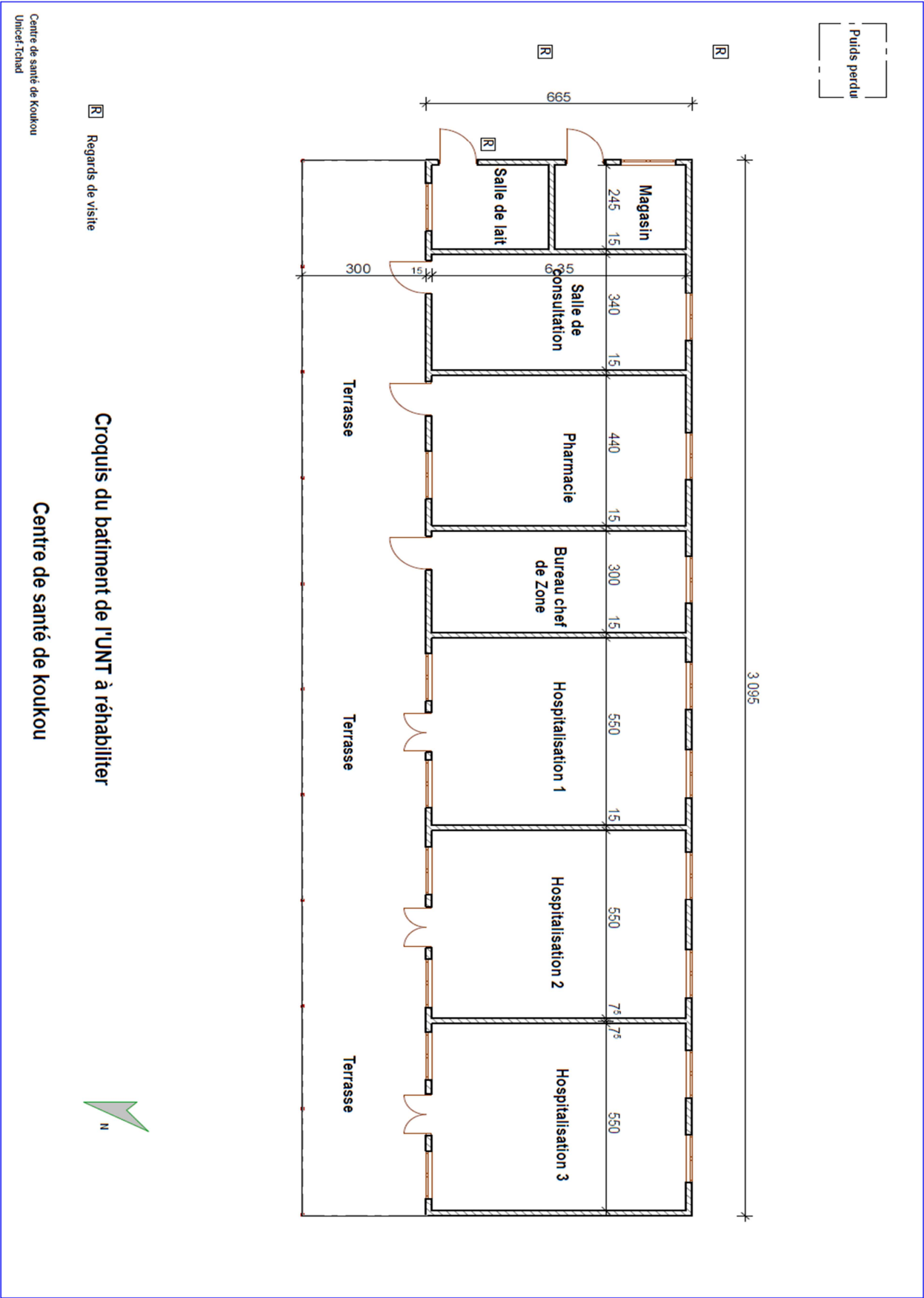
Les critères techniques de sélection des prestataires

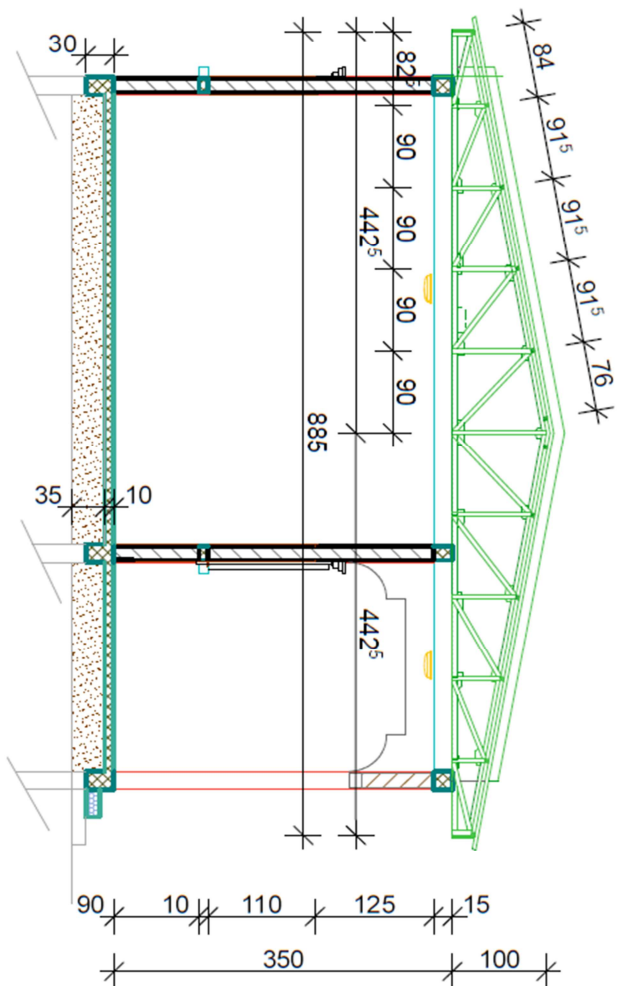
N0	Libellés	Notes
1	Total references techniques	25
	<ul style="list-style-type: none"> Deux (02) expériences dans les travaux de construction/réhabilitation des structures sanitaires durant les 3 dernières années (2.5 points) par expérience dûment justifiées ; Cinq (05) expériences similaires dûment justifiées en construction de bâtiment en matériaux durables (04 points) par expérience. 	05 20
2	Approche Méthodologique	15
	<ul style="list-style-type: none"> La Description de la mise en œuvre y compris l'organigramme de l'équipe du chantier: (06 points); Plan d'assurance qualité + hygiène et sécurité (04 points) ; Planning prévisionnel des travaux et des approvisionnements: (5 points) 	6 4 5
3	Total moyens roulants	15
	<ul style="list-style-type: none"> 02 Camions bennes 6 à 8 tonnes pour le transport des matériaux :(6points) 01 camion pick-up pour la liaison:(4points) Matériel pour les superstructures: Bétonnière, poste à souder, Vibrateurs à aiguille (par site) : (3points) Lot de petits matériels (Pelles, Pioche, Brouette...). :(2points) 	6 4 3
	Fournir la liste de matériel + preuves factures et carte grise des moyens roulants	2
4	Moyens humains	15
	Ingénieurs, conducteurs, chef de chantier et technicien avec 5 années d'expériences: <ul style="list-style-type: none"> 1 Conducteur des travaux de niveau BAC+3/4 en Génie civil/architecture, avec au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de construction des infrastructures en matériaux durables : 3 points pour le diplôme et 0.75 points par année d'expérience avec un maximum de 5.25 points 1 Chef de chantier de niveau BAC+3 ou BT en Génie civil ou bâtiment gros œuvre, avec au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de construction des infrastructures en matériaux durables et 5 années d'expérience similaire. 3points pour diplôme et 0,75 points par expérience. 	8,25 6,75
	Total des points	70

Toute offre dont la Note Technique est inférieure 49 points ne passera pas pour l'analyse financière.

ANNEXE 2 : PLANS ET CROQUIS





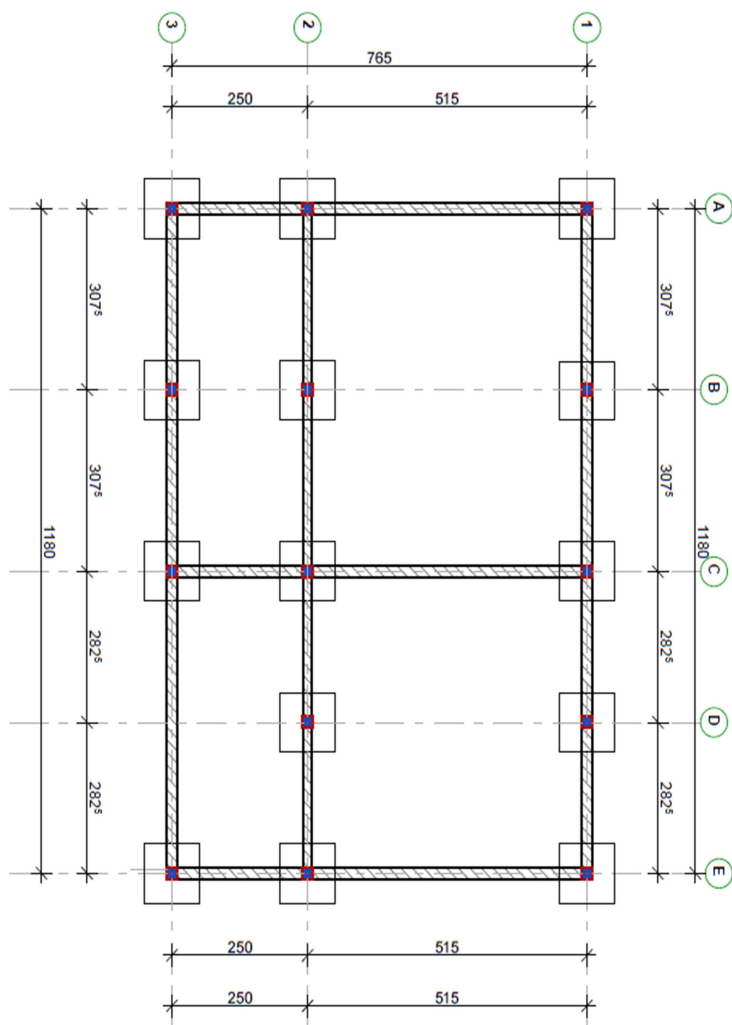


Profilés: Double cornière à ailes égales de 50x50x3
Panne: tube carrée de 40x40x5
Platine: 30/10

LRPS 2024-9194681 Rehabilitation UNT KOUKOU Page 17 of 26

Centre de santé de Koukou
Unicef Tchad

Legende
Semelle: 20cmx100cmx100cm
Poteaux de Fondation: 20cmx20cm
Longrine: 20cmx30cm
Profondeur des fouilles: 1m



Date: 24/09/2024	Plan de fondation /bâtiment bureau	Arch N°
Projet de Réhabilitation du CDS de Koukou		
Echelle: 1/100	Section Nutrition/Unité de construction	

CDS DE KOUKOU
Batiment de 2 bureaux



Annexe D - Modèle de soumission offre financière

Monsieur le Représentant de l'UNICEF Tchad

Objet:

Dossier de Soumission à l'appel d'offres No **2024/9194681**

M. le Représentant de l'UNICEF au Tchad,

Après avoir examiné le dossier d'appel d'offre pour le « **Travaux de rehabilitation de l'UNT a l'hopital de Koukous** » nous vous soumettons par la présente notre offre financière sous enveloppe fermée et cachetée. Nous nous engageons sur la base de cette offre pour une période de 90 jours à compter de la date fixée pour la remise des plis. L'offre continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période jusqu'à ce que l'accord en bonne et due forme soit préparé et signé.

Après la signature de l'accord à long terme, nous nous engagerons à maintenir les prix fixes durant la période de l'accord :

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de notre considération distinguée.

ANNEXE E : DECLARATION DU FOURNISSEUR

Declaration

The undersigned, being a duly authorized representative of the Company, represents and declares that:

Le soussigné, en tant que représentant dûment autorisé de la Société, représente et déclare que :

1.	The Company and its Management ¹ have not been found guilty pursuant to a final judgment or a final administrative decision of any of the following La Société et sa Direction n'ont pas été reconnues coupables en vertu d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive dans l'un des cas suivants:	YES	NO
	a. Fraud; Fraude	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	b. Corruption; Corruption	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	c. conduct related to a criminal organisation; Comportement lié à une organisation criminelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	d. money laundering or terrorist financing; Blanchiment d'argent ou financement du terrorisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	e. terrorist offences or offences linked to terrorist activities; Infractions terroristes ou infractions liées à des activités terroristes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	f. sexual exploitation and abuse; Exploitation et abus sexuels;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	g. child labour, forced labour, human trafficking; or Travail des enfants, travail forcé, traite des êtres humains ; ou	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	h. irregularity (non-compliance with any legal or regulatory requirement applicable to the Company or its Management). Irrégularité (non-respect de toute exigence légale ou réglementaire applicable à la Société ou à sa Direction).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.	The Company and its Management have not been found guilty pursuant to a final judgment or a final administrative decision of grave professional misconduct. La Société et sa Direction n'ont pas été reconnues coupables en vertu d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive de faute professionnelle grave.		
3.	The Company and its Management are not: bankrupt, subject to insolvency or winding-up procedures, subject to the administration of assets by a liquidator or a court, in an arrangement with creditors, subject to a legal suspension of business activities, or in any analogous situation arising from a similar procedure provided for under applicable national law. La Société et sa Direction ne sont pas : en faillite, soumises à une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, soumises à l'administration des biens par un liquidateur ou un tribunal, en accord préventif, soumises à une suspension légale d'activité, ou en situation analogue résultant d'une procédure similaire prévue par le droit national applicable.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

¹ "Management" means any person having powers of representation, decision-making or control over the Organization. This may include, for example, executive management and all other persons holding downstream managerial authority, anyone on the board of directors, and controlling shareholders.

4.	The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision finding them in breach of their obligations relating to the payment of taxes or social security contributions. <i>La Société et sa Gérance n'ont pas fait l'objet d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive les constatant en manquement à leurs obligations en matière de paiement d'impôts ou de cotisations sociales.</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.	The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision which found they created an entity in a different jurisdiction with the intent to circumvent fiscal, social or any other legal obligations in the jurisdiction of its registered office, central administration, or principal place of business (<i>creating a shell company</i>). <i>La Société et sa Direction n'ont pas fait l'objet d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive constatant qu'ils ont créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de contourner des obligations fiscales, sociales ou toute autre obligation légale dans la juridiction de son siège social, l'administration centrale, ou l'établissement principal (création d'une société écran).</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6.	The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision which found the Company was created with the intent referred to in point (5) (<i>being a shell company</i>). <i>La Société et sa Direction n'ont pas fait l'objet d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive constatant que la Société a été créée avec l'intention visée au point (5) (étant une société écran)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

The UNICEF reserves the right to disqualify the Company suspend or terminate any contract or other arrangement between the UNICEF and the Company, with immediate effect and without liability, in the event of any misrepresentation made by the Company in this Declaration.

L'UNICEF se réserve le droit de disqualifier la Société, de suspendre ou de résilier tout contrat ou autre arrangement entre l'UNICEF et la Société, avec effet immédiat et sans responsabilité, en cas de fausse déclaration faite par la Société dans la présente Déclaration.

It is the responsibility of the Company to immediately inform the UNICEF of any changes in the situations declared.

Il appartient à la Société d'informer immédiatement l'UNICEF de toute évolution des situations déclarées.

This Declaration is in addition to, and does not replace or cancel, or operate as a waiver of, any terms of contractual arrangements between the UNICEF and the Company.

Cette déclaration s'ajoute à, et ne remplace pas ou n'annule pas, ou ne fonctionne pas comme une renonciation aux termes des accords contractuels entre l'UNICEF et la Société.

Signature: _____
 Date: _____
 Name and Title: _____
 Name of the Company: _____
 UNGM #: _____
 Postal Address: _____
 Email: _____

ANNEXES F:

Attestation de visite de site

Je soussigné :

Nom Prénom : _____

Fonction : _____

Responsable habilité à faire la visite de site des pour les **Travaux de réhabilitation du centre de santé de KOUKOU dans le département de KIMITI, province de SILA** pour le compte de l'UNICEF TCHAD.

Certifie que l'entreprise : _____

Représentée par : _____

A effectué la visite du site pour les travaux suscités en date du...../...../.2024.

Fait à Koukou le _____

Nom et Signature du Responsable UNICEF

ANNEXE G : CODE DE CONDUITE UNICEF : PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION ET L'ABUS SEXUEL.

Note : à mettre dans l'offre technique après signature et cachet.

L'exploitation et les abus sexuels (EAS) envers ceux que nous cherchons à assister, sont des actes inacceptables et interdits. Ils constituent une très grave atteinte à la confiance que nous accordent les populations que nous servons et à notre devoir de redevabilité à leur égard. De tels actes portent atteinte aux droits humains des victimes et nuisent gravement à la crédibilité et à l'image de l'UNICEF et des Nations Unies ainsi que de la communauté humanitaire et de la communauté des acteurs de développement. Ils minent les bonnes relations que nous pouvons et devons entretenir avec les communautés et mettent en danger à termes, notre capacité d'action.

Les Nations Unies ont mis en place des mesures pour prévenir et combattre l'exploitation et les abus sexuels commis par le personnel des Nations Unies et personnel associé (c.a.d., les consultants, les travailleurs et les volontaires d'organisations sous contrat avec l'ONU). Ces mesures sont décrites dans le Bulletin du Secrétaire général ST/SGB/2003/13 sur les mesures spéciales de protection contre l'exploitation et les abus sexuels. Dans le respect de ces dispositions en tant que fournisseur/prestataire,

Je m'engage à :

1. Traiter toutes les personnes avec équité et respect, courtoisie et dignité, conformément à la Législation internationale sur les Droits de l'Homme et les Droits de l'Enfant.
2. Pourvoir une assistance humanitaire aux populations affectées en y intégrant les éléments de protection : « Ne Pas Nuire » en assurant la sûreté, la dignité et un accès effectif aux services mis en place.
3. Aider à créer et maintenir un environnement qui empêche l'exploitation et les abus sexuels, le harcèlement sexuel, la corruption ou l'abus de pouvoir et favoriser la mise en œuvre du code de conduite.
4. Signaler immédiatement toute allégation, suspicion ou préoccupation concernant le manquement aux normes énoncées dans le présent code de conduite soit en toute confidentialité au point focal protection contre l'exploitation et l'abus sexuel, ou au représentant de l'UNICEF en (mentionner le bureau pays), ou à l'adresse générique suivante : xxx
5. Enquêter et prendre les mesures correctives appropriées, y compris imposer des mesures disciplinaires à l'individu qui a commis une EAS.
6. M'assurer que les dispositions de protection contre l'exploitation et l'abus sexuel sont incluses dans tous les accords de sous-traitance.
7. Ne pas porter intentionnellement de fausses accusations contre un autre travailleur pour violation des dispositions du code de conduite, ni diffuser de fausses déclarations concernant des collègues ou l'UNICEF.
8. Fournir périodiquement une formation à mes employés sur l'interdiction des actes d'exploitation et d'abus sexuels, y compris les nouveaux employés.

9. Suivre les cours de formation obligatoires pour la protection contre l'exploitation et les abus sexuels, le harcèlement sexuel et l'abus de pouvoir. Ces cours seront disponibles gratuitement sur la plateforme de l'UNICEF Agora.

Je reconnais qu'il est strictement interdit de :

7. Entretenir une activité sexuelle avec des enfants, quel que soit l'âge de la majorité ou du consentement local. La méconnaissance de l'âge réel de l'enfant ne peut être invoquée comme moyen de défense.
8. Abuser de mon autorité, de ma position ou de mon influence en refusant une protection, une aide ou des services humanitaires, ni accorder un traitement préférentiel afin de solliciter des faveurs sexuelles, des cadeaux, des paiements de quelque nature que ce soit ou tout autre avantage.
9. Echanger de l'argent, de l'emploi, des biens ou services avec qui que ce soit, y compris l'échange de l'aide qui est due aux bénéficiaires, contre des faveurs sexuelles.
10. De se rendre dans des maisons de prostitution ou des lieux déclarés interdits par les organes de sécurité de chaque agence/organisation.
11. Se servir d'enfants ou d'adultes pour obtenir d'autres personnes, qu'elles se livrent à des activités sexuelles.
12. Accepter toute faveur sexuelle en échange d'une assistance alimentaire ou non alimentaire fournie aux bénéficiaires.

Je certifie avoir lu et compris le contenu ci-dessus et je m'engage à respecter en tout temps le présent code de conduite sur l'exploitation et l'abus sexuel.

Nom de la compagnie

Représentant légal

Signature

Lieu

Date

INTERPRETATION DES TERMES DU CODE DE CONDUITE.

Enfant : une personne âgée de moins de 18 ans. Le pouvoir désigne l'autorité ou la capacité décisive d'affecter matériellement diverses formes de droits ou de relations. Le pouvoir découle principalement de la position, du rang, de l'influence, du statut ou du contrôle des ressources.

Des relations de pouvoir inégales constituent l'un des environnements les plus critiques en matière d'exploitation sexuelle. Une fois encore, il est rappelé qu'en raison de leur statut inégal, les femmes et les filles sont particulièrement exposées au risque d'exploitation et de violence sexuelles, bien que les garçons et même les hommes adultes puissent également être vulnérables.

Abus sexuel : Toute atteinte sexuelle commise avec force, contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal, la menace d'une telle atteinte constituant aussi l'abus sexuel.

Exploitation sexuelle : Fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris mais non exclusivement en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique.

Exploitation et abus sexuels (EAS) : Formes particulières de violence sexiste qui ont été signalées dans des contextes humanitaires, plus spécifiquement les actes mettant en cause des travailleurs humanitaires.

Le harcèlement sexuel implique toute avance sexuelle non souhaitée, toute demande de faveur sexuelle, toute conduite verbale ou physique ou tout geste de nature sexuelle, où tout autre comportement de nature sexuelle qui pourrait raisonnablement choquer ou humilier quelqu'un. Le harcèlement sexuel peut se produire lorsqu'il interfère avec le travail, devient une condition d'emploi ou crée un environnement intimidant, hostile ou offensant. Il peut s'agir d'un incident ponctuel ou d'une série d'incidents. Le harcèlement sexuel peut survenir en dehors du lieu de travail et / ou en dehors des heures de travail.

Le personnel de l'UNICEF : Le personnel de l'UNICEF comprend tous les travailleurs engagés

par l'UNICEF ou représentant l'UNICEF, qu'ils soient recrutés localement ou au plan international.

Travailleur humanitaire : toute personne qui est associée à la fourniture d'une protection et/ou d'une assistance aux populations touchées et qui a une relation contractuelle avec l'organisme participant/les partenaires, y compris les travailleurs auxiliaires issus des communautés ciblées. Ce terme englobe l'ensemble du personnel des organismes et entités humanitaires, y compris le personnel des Nations Unies, des OG, des ONG, des partenaires d'exécution et des organisations communautaires concernées, ainsi que le personnel rémunéré, les volontaires, les entreprises partenaires, les travailleurs auxiliaires, et toute personne exécutant une tâche au nom d'un organisme ou d'une entité humanitaires, quels que soient le type ou la durée de leur contrat.

Bénéficiaires de l'aide humanitaire : Personnes qui reçoivent une aide dans le cadre de secours d'urgence ou de l'aide au développement au titre de programmes d'assistance (globalement : « la population touchée » ou « la communauté touchée »). Ce terme englobe les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et d'autres personnes vulnérables, ainsi que les membres des communautés d'accueil. La victime d'exploitation ou d'abus sexuels au sens où on l'entend ici est un bénéficiaire, sans être nécessairement dans une situation de vulnérabilité ; l'existence d'un rapport de force inégal ou d'un rapport de confiance suffit.

Relations sexuelles avec les bénéficiaires : les agents de développement et les agents humanitaires occupent des postes d'autorité, de pouvoir et de contrôle des ressources et des services. Les relations sexuelles entre les bénéficiaires et les agents humanitaires devraient susciter des inquiétudes, y compris même celles que l'on pourrait qualifier de convenables et consensuelles. Il ne devrait y avoir aucune place pour même la perception que des relations abusives et exploitantes pourraient avoir lieu.